



9 avril 2015

**Grève interprofessionnelle
pour lutter contre l'austérité
et ses effets destructeurs**

Manifestation unitaire

**CGT – FO – FSU – Solidaires
de la Place d'Italie vers
l'Assemblée Nationale à 13 heures**

conditions de travail
emplois salaires



Grève le 9 avril !

Suite à l'appel à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestations, pour lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs, les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, Solidaires, FA-FP et FSU appellent l'ensemble des agents, actifs et retraités, à se mobiliser pour l'emploi, les conditions de travail et les salaires et à être en grève le 9 avril.

Les choix économiques opérés par le gouvernement non seulement ne sont pas efficaces pour résorber le chômage, mais ils aggravent les conditions de vie des salariés, des jeunes, des retraités, des demandeurs d'emploi : blocage des rémunérations et des pensions, multiplication des plans sociaux, diminution des prestations sociales alors que dans le même temps, des allègements de charges et des exonérations sont offerts aux employeurs sans contreparties.

Dans la fonction publique, c'est la baisse du pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice depuis 2010 et l'augmentation des retenues pour pension, les suppressions de postes dans certains services et ministères qui dégradent les conditions de travail. Et des réformes, dont celle de l'organisation territoriale, risquent d'impacter la présence des services publics de proximité, diminuer l'emploi public créant un climat anxigène chez les agents.

Le 9 avril est une première étape d'un processus de mobilisation des salariés du privé et du public, pour obtenir des créations d'emplois, construire des alternatives aux politiques économiques, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, l'augmentation des salaires (dans le public et le privé) et garantir les retraites, les pensions et les minimas sociaux.

La FSU s'inscrit dans cette mobilisation et appelle les personnels à être en grève et à participer aux manifestations.

les raisons d'un mouvement

Salaires : inverser la pente !

Pas de changement pour la politique salariale : point d'indice gelé et nouvelle augmentation de la retenue pour pension de 0,4 point, les traitements nets des stagiaires et titulaires vont de nouveau diminuer de près de 0,5%. Il nous manque deux mois de salaire par an si l'on compare les rémunérations actuelles à celles de l'an 2000 !

Menée au nom de la croissance et du développement de l'emploi, cette politique a pourtant fait la preuve de son échec. Sans même évoquer les difficultés rencontrées par un grand nombre d'agents de la fonction publique, la perte du pouvoir d'achat subie par cinq millions de salariés pèse sur l'activité d'autant que les mêmes orientations plombent aussi les salaires d'autres secteurs et les pensions de retraite.

Le 9 avril : tous ensemble !

Dans le cadre de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 9 avril prochain, les agents de la Fonction publique ont toute leur place. C'est le sens de l'appel commun de 5 fédérations de la Fonction publique.

Face à la crise financière et alors que l'optimisation fiscale est devenue une règle de gestion de certaines entreprises encouragées par de trop nombreux états, les politiques d'austérité font porter les efforts sur les salarié-es et appauvrissent les services publics. C'est à la fois injuste et inefficace.

Public-privé

La pression est d'abord exercée sur les salaires. Tandis que les agents de la fonction publique connaissent depuis 2010 le gel du point d'indice, programmé pour se prolonger encore, les salarié-es du secteur privé se voient opposer la compétitivité des entreprises. Il leur faudrait accepter la baisse des salaires pour sauvegarder l'emploi. Cet argumentaire pourtant bien rodé ne correspond pas à la réalité tant l'appauvrissement des salariés devient un nouveau facteur récessif. Ensemble, nous devons le 9 avril contester l'opposition « emploi contre salaires ». Les retraité-es aussi sont concerné-es. Les réformes successives des retraites ont réduit les pensions. Et celles-ci sont gelées en 2015 ; pour la suite l'indexation sur les prix pourrait être remise en cause.

Pour l'emploi public et les conditions de travail.

Dans un secteur prioritaire comme celui de l'éducation, il y a certes chaque année depuis 2012 des créations d'emplois, mais pour l'essentiel mobilisées pour rétablir la formation initiale, elles sont insuffisantes pour faire face à la hausse démographique et répondre aux besoins comme, par exemple, dans l'éducation prioritaire. Le nombre d'élèves par classe va poursuivre sa progression, rendant d'autant plus difficiles les conditions d'étude et plus lourdes les conditions de travail des personnels. Et la faiblesse des salaires compromet elle-même la priorité gouvernementale accordée à la jeunesse puisque l'on ne parvient plus à recruter l'ensemble des enseignants dont on a besoin. Dans les autres secteurs, les réductions se poursuivent mettant les services en difficulté pour accomplir leurs missions. Les suppressions d'emplois annoncées à l'hôpital sont de ce point de vue, éclairantes. Et si le service public est le bien commun de ceux qui n'en ont pas, le 9 avril nous défendrons les valeurs de la république.



**Avec la FSU,
pour le Service Public !**



Edito

Mener une vraie politique de progrès social c'est entre autres choses donner un véritable élan à l'éducation pour qu'elle lutte contre l'échec scolaire, assurer un emploi décent à l'ensemble des salariés et une retraite convenable aux plus anciens qu'ils soient du public ou du privé, ne pas précariser la population ni la soumettre à des lendemains incertains. Cela passe nécessairement par une redistribution des richesses et une autre politique fiscale.

La réalité dans notre pays est tout autre.

En France la fraude fiscale est estimée au bas mot à 50 milliards d'euros et les intérêts de la dette versés chaque année aux banques sont de plus de 40 milliards d'euros, à comparer aux 65 milliards de budget pour l'éducation nationale.

La politique de « relance » se traduit par une aide aux actionnaires et demande toujours plus d'efforts aux salariés en attaquant le code du travail. Les dividendes des grands groupes ont augmenté de 30% au 2ème trimestre 2014, passant à 40,7 milliards d'euros. Dans le même temps ces grands groupes ont bénéficié du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) pour un montant total de 6,5 milliards financé par nos impôts.

Ce fameux CICE, un des volets du pacte de responsabilité, dont la fonction première était de recréer des emplois dans les entreprises, sert en fait à rémunérer les actionnaires.

C'est d'ailleurs pourquoi dans le Val-de-Marne la FSU s'est associée avec d'autres organisations syndicales et le Conseil Général pour demander au Préfet de mettre en place un observatoire de l'utilisation du CICE dans le département.

Le choix de la politique de l'austérité est fait au détriment des services publics et des besoins de la population. Il se traduit par le gel du point d'indice qui conduit à une perte de pouvoir d'achat équivalente à deux mois de salaire depuis l'an 2000, par la hausse de 0,4% de la retenue sur les pensions, par la soi disant priorité donnée à l'éducation. Quelle est cette priorité alors que nous constatons que pour la rentrée 2015 les effectifs par classe vont encore augmenter, y compris dans l'éducation prioritaire où de surcroît les décharges des directeurs d'école vont diminuer, alors également que les dotations horaires dans le second degré ne permettront pas d'assurer tous les enseignements dans de bonnes conditions, alors que les effectifs en langues sont pléthoriques, alors que des demi-groupes sont supprimés ?

Nous ne devons pas succomber à la résignation et au dégoût qui font le lit du front national, mais au contraire réaffirmer nos propositions alternatives contre l'austérité et pour la mise en œuvre d'une politique de progrès social.

Le 9 avril 2015, soyons nombreux à l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires dans le mouvement de grève interprofessionnelle contre la politique d'austérité menée par le gouvernement !

Catherine Anglesio



Déclaration des organisations syndicales de la Fonction publique Journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015

"L'amélioration du Service public passe par la fin de l'austérité"

Dans un contexte de crise sociale et d'inquiétudes fortes dans la société notamment dans les domaines de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et de l'avenir des services publics, les agents de la Fonction publique sont des éléments décisifs pour renforcer les solidarités, développer la cohésion sociale et réduire les inégalités. Ses agents en sont des acteurs essentiels.

Réunies le 3 mars 2015, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP rappellent leur attachement aux valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité portées par le statut général des fonctionnaires.

Elles affirment que les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction publique, les agents et les usagers.

Ces politiques perpétuent des destructions d'emploi, au prétexte de redéploiement, et des restrictions budgétaires ne permettant pas aux agents de remplir toutes leurs missions de service public et d'offrir ainsi un service à la hauteur des besoins sociaux partout sur le territoire.

Elles condamnent le gel des traitements des fonctionnaires depuis 2010, la diminution des mesures catégorielles et, avec l'augmentation des retenues pour pension, une baisse sans précédent du pouvoir d'achat qui ôte toute attractivité à l'emploi public.

Aussi, elles rejettent le plan d'économies de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, dont 10 milliards sur l'assurance maladie, 3 milliards sur les hôpitaux,.... Ainsi que la diminution des dotations aux collectivités dont l'objectif principal est la baisse de la « masse salariale ».

Au moment où se développe un train de réformes tous azimuts (réforme territoriale, réforme de l'Etat, réforme de la santé, revue des missions etc..), elles réaffirment que les réorganisations en cours ou à venir de l'organisation territoriale de la République (métropole, développement des intercommunalités, maisons de l'Etat et maisons de services au public, fusions, etc.) vont impacter la présence des services publics de proximité et induire des mobilités forcées, créant un climat anxigène chez les agents publics confrontés à la diminution de l'emploi public.

Convaincues de la nécessité de lutte commune Privé-Public, les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP s'engagent dans un processus de mobilisation et appellent l'ensemble des agents publics à participer massivement à la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015.

Elles exigent :

- une hausse du pouvoir d'achat qui passe par le dégel du point d'indice et par des mesures compensatoires de rattrapage des pertes subies depuis des années.
- la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public.
- l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions.
- le maintien et l'amélioration du statut général et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour la Fonction publique et les citoyens.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP appellent les agents à organiser, dans les établissements et services, la préparation de la grève interprofessionnelle du 9 avril et d'en assurer le succès dans une dynamique de mobilisation unitaire (assemblées générales, heures mensuelles d'information ...).

**Actifs – Retraités
Toutes et tous en grève et en manifestations
pour dire non à l'austérité !**



LA BANQUE DU MONDE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Pour vous occuper **sereinement**
de l'avenir des autres, nous vous aidons
à **construire** le vôtre.

> Prêts immobiliers, crédits consommation, épargne, assurances,
tous les services **d'une banque 100% éducation nationale**

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cme.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel Enseignant en Ile de France
Créteil • Evry • Paris Quartier Latin • Paris Haussmann
Versailles • Paris la Défense
Tél. : 0820 09 99 89*

photos : Getty Images

* N° Indigo : 012 4110166